

**Nations unies - MONUSCO -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 07 mars 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaiterais commencer par saluer la présence parmi nous du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la République Démocratique du Congo. Merci Monsieur le Ministre d'être avec nous aujourd'hui.

Je remercie la représentante spéciale du Secrétaire général Mme Leïla Zerrougui pour sa présentation très éclairante, qui souligne à quel point la RDC est à un moment charnière dans son histoire. La période électorale qui s'ouvre est en effet cruciale pour l'avenir de la RDC et de la région dans son ensemble. Le défi est immense et le contexte délicat. La grave détérioration de la situation humanitaire et la multiplication récente des violences et conflits intercommunautaires doivent inciter ce Conseil à agir.

Monsieur le Président,

L'instabilité actuelle découle largement des retards et des incertitudes dans le processus électoral. C'est dire combien la tenue, dans les délais, d'élections crédibles et transparentes, permettant une alternance pacifique et démocratique, est indispensable pour un retour à la stabilité dans le pays. C'est notre priorité commune.

Pour cette raison, la France se tient prête à apporter son appui au processus électoral, afin que les élections se déroulent dans les meilleures conditions, en étroite concertation avec les partenaires internationaux de la RDC, en particulier l'Union africaine et les pays de la région, dont le rôle est essentiel.

La MONUSCO a un rôle crucial à jouer dans ce contexte.

Je souhaiterais souligner deux facteurs clés, qui contribueront au bon déroulement de ces élections, avant de revenir sur le rôle de la MONUSCO :

- La première clé c'est la confiance de tous les Congolais dans la bonne préparation de l'organisation technique des élections et dans le respect du calendrier.

De nombreuses incertitudes demeurent sur l'organisation des élections, parmi lesquelles : la consolidation des listes électorales après détection des doublons dans le respect des délais ; la procédure et le calendrier de l'enregistrement des Congolais de l'étranger ; l'utilisation potentielle de la machine à voter et les garanties de transparence du processus à apporter ; les conditions de distribution du matériel électoral sur l'ensemble du territoire.

Toutes ces questions doivent pouvoir être discutées par l'ensemble des parties prenantes : partis politiques, candidats potentiels, société civile. La CENI a un rôle crucial à jouer en ce sens et nous l'encourageons à travailler dans un esprit de transparence et d'ouverture pour permettre de bâtir le consensus sur l'organisation technique des élections.

Nous soutenons à cet égard la mise en place effective de l'équipe d'experts électoraux internationaux que l'Union africaine, la Communauté de développement d'Afrique australe, l'Union européenne, les Nations unies et l'Organisation internationale de la Francophonie ont convenu de déployer.

La confiance, fondée notamment sur la transparence, dans l'organisation des élections est donc la première clé du succès.

- La deuxième clé, c'est le climat électoral et le retour à l'esprit de consensus dans la mise en oeuvre pleine et entière de l'accord de la Saint-Sylvestre. Pour que les résultats de ces élections soient acceptés par tous, il est essentiel qu'elles puissent en effet se tenir dans un climat ouvert et apaisé, où tous les candidats puissent se déclarer et faire campagne librement, sans craintes de représailles.

Je réitère à ce titre l'appel au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, à commencer par le droit de manifestation, ainsi que la nécessité d'un usage proportionné de la force dans le cadre du maintien de l'ordre. Il est essentiel que les atteintes constatées lors des dernières manifestations ne se reproduisent pas et que leurs auteurs en répondent devant la justice.

Je veux également rappeler ici la nécessité de la mise en oeuvre complète de l'accord du 31 décembre 2016, s'agissant notamment des mesures de "décrispation" politique telles que la libération des prisonniers politique et la fin des poursuites contre les opposants, afin de leur permettre de mener campagne sereinement. Ces mesures sont nécessaires pour réunir les conditions d'élections crédibles et apaisées.

Dans ce contexte, et c'est mon troisième point, la MONUSCO a un rôle essentiel à jouer :

- pour soutenir le processus électoral et contribuer au bon déroulement des élections, dans un contexte libre, ouvert et apaisé.

- et pour protéger les populations civiles.

Ce Conseil a donné l'année dernière un mandat approprié à la MONUSCO pour conduire ces deux objectifs stratégiques. La mission a, de son côté, procédé aux ajustements nécessaires, à travers sa revue stratégique, pour mieux répondre aux enjeux actuels, être plus flexible, plus réactive, et mieux protéger les populations.

Cette année, notre conviction est que les priorités de la MONUSCO doivent être maintenues et réaffirmées :

- Par ses bons office et son appui technique et logistique, la MONUSCO doit contribuer à permettre que les conditions adéquates soient mises en place pour le bon déroulement des élections.
- À travers une action résolue, en menant à terme les réformes en cours et en adoptant une approche globale, qui intègre toutes les composantes de la Mission, elle doit être en mesure de mieux protéger les civils dans le pays.

Le Conseil de sécurité doit apporter son plein appui à la MONUSCO pour conduire ces deux priorités stratégiques. Le Conseil doit aussi donner à la MONUSCO les moyens d'accomplir ces tâches, notamment en préservant son plafond de troupes, et l'appuyer, en bonne coordination avec la région, pour assurer la mise en oeuvre complète de l'accord de la Saint-Sylvestre et permettre à tous les Congolais de retrouver la confiance dans le processus.

Voilà, Monsieur le Président, quelles sont à nos yeux les conditions du succès du processus électoral en RDC dans le respect du calendrier fixé. Soyez assurés de l'engagement résolu de la France en ce sens.

Je vous remercie./.